

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 63 (1922), p. 253-256

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1922__63__253_0

© Société de statistique de Paris, 1922, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

V

BIBLIOGRAPHIE

Rapport des Ingénieurs des mines sur la situation des mines françaises en 1919 et 1920 (Extraits publiés par le Comité central de houillères de France).

En dehors d'un exposé purement technique, dont l'analyse ne trouverait pas sa place dans ce journal, le document publié par le Comité central des Houillères contient des renseignements très intéressants sur les étapes de reconstitution des mines envahies ou détruites par l'ennemi et des statistiques particulièrement instructives sur la production en charbon et le rendement des mineurs.

Ces statistiques sont accompagnées de commentaires sur les causes de l'abaissement important du rendement individuel. Parmi ces causes se place au premier rang la réduction de la durée journalière du travail; celle-ci, portée, à titre excep-

tionnel, à neuf heures pendant la guerre (non compris descente, remonte et repos au fond) a été ramenée à huit heures à dater du 15 février 1919; puis, à dater du 15 juin 1919, la loi du 24 juin 1919 (dite loi Durafour) a donné une nouvelle définition de la journée de travail : huit heures depuis le commencement de la descente jusqu'à la fin de la remonte y compris le repos du fond. Ainsi la durée de présence effective au chantier est tombée de près de neuf heures en 1918 à huit heures en février 1919 et à six heures un quart en juin.

D'autres causes ont été mises en lumière par une enquête faite dans les mines de la Loire en vue d'expliquer la diminution du rendement qui s'était accentuée, même après la mise en application de la loi Durafour. Ce sont :

1° Les variations des conditions de gisement, les incidents d'exploitation et les grèves dans la proportion de 2/10.

2° L'augmentation de la proportion d'ouvriers étrangers par 1/10.

3° La diminution de l'effort individuel de l'ouvrier de fond pour 7/10.

Cette dernière diminution, qui est pénible à constater, apparaît, d'après les résultats de l'enquête, comme une conséquence de l'élévation des salaires et surtout de l'existence d'un salaire minimum présentant un écart insuffisant par rapport au salaire des ouvriers autres que les piqueurs.

Il est juste d'ajouter que la diminution de la production due à la réduction des heures de travail a été compensée en partie par une opportune extension de l'outillage mécanique.

Voici maintenant quelques données statistiques relatives aux principales mines :

Mines du Nord (Anzin, Aniche, etc.). — L'armement des fosses a été entièrement détruit par les Allemands, aussi la production n'a-t-elle été que de 552.000 tonnes en 1919, soit 8,1 % de la production de 1913. Mais la reconstitution s'opère rapidement, c'est ainsi que la production a déjà atteint 1.954.000 tonnes en 1920, soit 28,7 % de la production de 1913.

Les pertes subies, du fait de l'invasion, s'élèvent à (valeur 1914) 229.556.000 fr.

Les salaires des mineurs de fond ont été élevés, à partir du 1^{er} mars 1920, à 19 fr. 25, plus 5 fr. 25 d'indemnité de vie chère, plus une allocation familiale de 1 fr. par enfant de moins de 13 ans.

Mines du Pas-de-Calais (Béthune, Nœux, Bruay, Marles, etc.). — Production en 1919 : 7.331.000 tonnes, soit 84 % de la production de 1913; production en 1920 : 7.278.000 tonnes, soit 83 % de la production de 1913.

Le prix de vente moyen de la tonne de charbon a été de : 46 fr. 50 avant le 1^{er} juillet 1919; 83 fr. à la suite de la grève de juin 1919 et du relèvement des salaires qui a suivi; 93 fr. en octobre 1920.

Le tableau comparatif ci-après, des rendements et des salaires est frappant :

	1915	1919	1920
Rendement par journée normale pour l'ensemble du personnel, ramené à la production nette, en kilos.	713	575	554
Salaires de l'ensemble du personnel, par tonne de production, en francs.	7,57	27,15	35,92

Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, victimes de l'invasion (Lens, Courrières, etc.). — Les destructions ont été telles que la reconstitution sera laborieuse et très longue.

Sur 11.848.000 tonnes extraites en 1913, 90.000 tonnes seulement l'ont été en 1920; on prévoit que la production sera de 985.000 t. en 1921, 2.000.000 t. en 1922, 3.070.000 t. en 1923, 6.400.000 t. en 1924, 8.670.000 t. en 1925.

Loire (groupes de Saint-Etienne et de Rive-de-Gier). — Le rendement journalier par ouvrier de fond a été de : 945 kg. en 1913, 811 kg. en 1919, 782 kg. en 1920.

Étude historique et critique de la Dette publique en Belgique, par
EDMOND NICOLAI, directeur général honoraire au ministère des Sciences et
Arts (1).

Notre excellent et savant collègue nous donne aujourd'hui une étude si complète qu'il est difficile de faire une analyse détaillée si l'on veut rester dans les limites d'un compte rendu; nous essayerons cependant de montrer le puissant intérêt du travail consciencieux de notre confrère dont on connaît les ouvrages devenus classiques et auxquels le statisticien doit se reporter constamment s'il veut étudier la Belgique.

L'étude présentée par M. Nicolai résulte d'une question posée le 1^{er} juillet 1912 par l'Académie royale de Belgique.

L'ouvrage est divisé en cinq parties :

1° Au moment de la séparation de la Belgique et de la Hollande, les grandes puissances se sont trouvées en face d'un problème très difficile : la répartition de la dette entre les deux États; il n'a pas fallu moins de douze années pour que la solution parût satisfaisante; l'exposé des projets successifs, des discussions passionnées et des accords définitifs fait l'objet de cette première partie dans laquelle on suit pas à pas toutes les longues et laborieuses négociations.

2° Le gouvernement belge, au lendemain de la séparation s'était trouvé en présence de difficultés financières considérables, et dès l'année 1830, un premier emprunt dut être fait; il fut suivi de nombreux autres appels au crédit public, tant pour couvrir les dépenses de réorganisation du pays, que des déficits budgétaires ou de extensions coloniales; la seconde partie du livre, la plus importante par son développement, indique les raisons et les conditions de ces divers emprunts, de leurs transformations successives, de leurs conversions jusqu'à la période 1911-1913.

3° Les modes d'émission, appel patriotique (1830), souscription obligatoire (1831 et 1848), cession ou vente ferme (1831-1832, souscription publique (1836), adjudication (1865), écoulement de titres en Bourse (1887) ont été employés selon les circonstances et M. Nicolai dresse un tableau de leurs produits relatifs; il est évident qu'on ne peut tirer des pourcentages aucune conclusion, car les circonstances mêmes des emprunts ne sont pas comparables.

L'étude de la variation des taux d'intérêt conduit naturellement à celle des conversions rendues possibles par la baisse de ce taux et à l'amortissement progressif de la dette.

4° Quel a été l'emploi des ressources mises à la disposition du Gouvernement? la défense nationale en absorbe une quantité imposante et malgré ses sacrifices « La Nation se trouve en face d'obligations très lourdes nées de son désintéressement héroïque dès les premiers jours et au cours de la guerre ». Hélas, cette conclusion s'appliquerait à notre pays auquel s'allie si étroitement la Nation héroïque. Mais à côté de ces dépenses de protection, nous voyons les dépenses productrices de toute nature : chemins de fer, enseignement, routes, canaux, etc. qui montrent le beau développement industriel et l'essor remarquable de notre alliée.

5° Cette dernière partie est consacrée à l'étude détaillée du budget de la Dette publique qui indique le service des annuités relatives aux chapitres de dépenses indiqués plus haut.

Ce n'est pas seulement un exposé chronologique des faits que M. Nicolai a présenté dans ce travail que nous venons de résumer brièvement, mais aussi une critique loyale de chaque emprunt et de son emploi, des mesures prises dont quelques-unes sont justes, équitables et raisonnables, et d'autres, injustifiées et fâcheuses.

De nombreux tableaux très clairs, des diagrammes, des graphiques ajoutent à l'intérêt de l'ouvrage; la présentation typographique très heureuse, la division des chapitres, tout concourt à faire de ce travail une des œuvres les plus remarquables

(1) Un volume in-4° de 432 pages, nombreux graphiques et tableaux. Hayez, Bruxelles.

qu'ait produite notre excellent confrère; puisse-t-il trouver dans les chaleureuses félicitations que nous lui adressons, une preuve nouvelle que nous apprécions la haute valeur scientifique d'un sincère ami de la France.

A. BARRIOL.

Annuaire général de la France et de l'Étranger (1)

Nous avons déjà signalé une édition précédente de ce recueil riche en statistique. Fondé, il y a quatre ans, par M. Jacques de Dampierre, qui en a conservé la direction, il bénéficie actuellement du concours de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques.

On n'a donc pas lieu d'être surpris de l'extension qu'y ont prise les éléments de documentation économique, notamment ceux qui concernent les pays étrangers. En revanche les simples exposés et commentaires relatifs aux institutions françaises ont été comprimés. C'est ainsi que les premières pages sont occupées maintenant par des tableaux comparatifs présentant par pays diverses données économiques importantes : production et consommation du charbon, du pétrole, du cuivre, du zinc; nombres des broches de coton et des métiers à tisser, effectifs des syndicats ouvriers, nombres indices des prix de gros. De nombreuses cartes de géographie rappellent la situation des centres d'activité considérés. Enfin, à l'intérieur des chapitres qui existaient déjà, la place consacrée aux statistiques a augmenté. On en trouve un grand nombre, par exemple, dans les pages consacrées aux finances et aux assurances.

Un effort louable a été accompli en vue d'augmenter encore l'exactitude des chiffres, quoique la perfection en cette matière, et pour ce genre de publications, soit malheureusement irréalisable. Il faut féliciter la direction de l' « Annuaire Général » d'avoir cherché à s'adresser aux sources de documentation les plus sûres et à présenter les données avec une rigoureuse précision.

Il n'existe sans doute aucun autre annuaire donnant, sous un format aussi réduit, un aussi grand nombre de renseignements utiles. Le soin avec lequel ils ont été sélectionnés et révisés marque un progrès que nous souhaitons voir se maintenir.

Les chapitres relatifs aux pays issus du traité de paix ou considérablement modifiés par lui apportent une contribution particulièrement précieuse à la géographie politique et économique. Il est difficile de trouver ailleurs, aussi complètement groupées, les principales informations concernant ces Etats, alors que beaucoup de personnes ont besoin de se familiariser mentalement avec cette nouvelle répartition des forces du monde. L' « Annuaire Général » rendra service au grand public en lui permettant d'acquérir, avec une exactitude suffisante et sous la forme la plus strictement documentaire, un aperçu rapide de nombreuses questions politiques, économiques et administratives.

E. B. D.

(1) Un volume relié de xxxii-1116 pages. Larousse, édit., 1922.

Le Gérant : CH. FRIEDEL.
